



**M. le Directeur de l'agence de la Société Générale de Pau,
11 rue Louis Barthou**

PAU, 1^{er} décembre 2014

Objet : Demande de retrait de la Société Générale du projet Alpha Coal

Monsieur le Directeur de la Société Générale de PAU,

Nous vous écrivons au sujet des services de conseil que la Société Générale fournit actuellement à l'entreprise GVK pour le projet Alpha Coal, situé dans l'État du Queensland en Australie.

Alpha Coal est un projet d'extraction et d'exportation de 30 millions de tonnes de charbon par an situé dans le bassin de Galilée au Queensland, une zone non exploitée à ce jour. Le projet comprend une gigantesque mine de plusieurs puits à ciel ouvert, une voie ferrée et une extension portuaire.

La Grande Barrière de corail serait lourdement impactée par l'extension du port d'exportation d'Abbot Point et le passage de plusieurs centaines de bateaux chaque année afin de transporter le charbon vers les marchés asiatiques. L'UNESCO a de multiples fois alerté le risque qui pèse sur la valeur universelle de ce patrimoine mondial et en a alerté les autorités australiennes. Malheureusement, celles-ci sont dans l'incapacité d'assurer la protection du site¹.

Les changements climatiques constituent la plus grande menace pour la Grande Barrière de Corail². Lors de son Assemblée Générale du 20 mai 2013, la Société Générale se déclarait préoccupée par la conservation du site. Elle ne peut ignorer les impacts considérables qu'aurait le projet sur le climat, et ce, quelques soient les conditions sociales et environnementales que la banque saurait imposer à l'entreprise GVK.

L'impact d'Alpha Coal sur le climat est démentiel. Sans compter les émissions induites par les opérations d'extraction, la combustion du charbon issu de la mine émettrait sur une durée de vie de 30 ans l'équivalent d'environ 1,8 milliard de tonnes de dioxyde de carbone - un des principaux gaz à effet de serre responsable des changements climatiques – soit, chaque année, plus que des pays comme le Portugal, la Finlande, la Hongrie ou encore Singapour.

Mais surtout, ce projet aiderait l'ouverture du Bassin de Galilée à l'exploitation minière, en contradiction majeure avec les recommandations du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) ou de l'AIE (Agence internationale de l'énergie) selon laquelle la lutte contre les changements climatiques impose de laisser plus de 80% des réserves en énergies fossiles connues dans le sol. Selon Greenpeace, les 9 projets de mines prévus dans le Bassin de Galilée font de l'Australie la deuxième zone de projet de développement d'énergies fossiles la plus émettrice au monde³ : 705 millions de tonnes de CO2 seraient émises par an si le Bassin était exploité dans son intégralité, soit presque autant que l'Allemagne, 6^{ème} émetteur mondial ! L'ouverture du bassin contribuerait au dépassement du seuil au delà duquel les impacts et bouleversements des changements climatiques deviendraient irréversibles.

¹ <http://www.abc.net.au/news/2014-10-06/great-barrier-reef-marine-park-authority-in-turmoil/5792734>

² <http://www.gbrmpa.gov.au/managing-the-reef/threats-to-the-reef/climate-change>

³ *Point of No Return*, Greenpeace, 22 janvier 2013

Le dérèglement climatique est la plus grande menace à laquelle fait aujourd'hui face l'humanité. Alors que la communauté internationale s'est donnée comme objectif de limiter la hausse de la température du globe à 2°C, les impacts des changements climatiques sont déjà dramatiques pour des millions de personnes qui sont touchées par l'irruption de phénomènes climatiques extrêmes – vagues de chaleur, fortes pluies et méga-catastrophes –, alors que la hausse de température mondiale n'est acutellement que de 0,8°C. Les scientifiques s'inquiètent de la rapidité de la fonte des glaces et du permafrost et de la destruction des récifs coralliens. La souveraineté alimentaire de milliards de personnes est en jeu et la lutte contre la pauvreté ne pourra être gagnée si les changements climatiques ne sont pas endigués. Le GIEC considère même que les changements climatiques, combinés à la pauvreté et aux chocs économiques, pourraient entraîner des guerres et de fortes migrations.

La Société Générale se dit engagée en faveur d'une économie moins carbonée et affiche son intention de contribuer à la lutte contre les changements climatiques. Cependant, cette lutte ne sera gagnable qu'à la condition, comme le dit l'économiste en chef de l'AIE Faitih Birol de « *changer notre mode de consommation de l'énergie au cours des trois ou quatre prochaines années, car, en 2017, toutes les émissions qui nous permettent de rester en dessous des 2°C seront déjà verrouillées* » dans les infrastructures existantes.

Le projet Alpha Coal ne doit donc pas aboutir, et contribuer à son développement est désastreux pour l'image de la Société Générale. La banque états-unienne Citigroup a déjà mis fin au service de conseil financier qu'elle fournissait à ce projet, et de nombreuses autres banques internationales - Deutsche Bank, Crédit Agricole, RBS, Barclays, HSBC, Goldman Sachs, JP Mogan Chase - ont également pris leurs distances avec des projets liés au développement du Bassin de Galilée.

Nous attendons que la Société Générale pense aux futures générations, suive ces autres banques et se retire immédiatement du projet Alpha Coal.

Nous avons déjà fait cette demande à plusieurs reprises au siège national de la Société Générale. En tant que directeur de l'agence de PAU, nous vous serions reconnaissants de vous associer à cette demande en la relayant auprès du Président Directeur Général, Frédéric Oudéa.

Nous sommes à votre disposition si vous souhaitez de plus amples informations sur ce projet et espérons recevoir, par courrier postal ou électronique, une réponse de votre part.

Dans l'attente de cette réponse, veuillez recevoir M. Le Directeur, l'expression de nos salutations cordiales,

Le Village Emmaüs-Lescar et le mouvement Bizi !



Contact :
info@bizimugi.eu
Jon Palais 06 19 94 10 94